

GROUPE DE TRAVAIL



**vrais emplois,
vraie relance**

ASSURER L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU CANADA

**Le développement de ressources naturelles
pour de vrais emplois et une vraie relance**



**RAPPORT SOMMAIRE DU GROUPE DE TRAVAIL
POUR DE VRAIS EMPLOIS, UNE VRAIE RELANCE
WWW.VRAIERELANCE.CA**



Copyright © 2020 Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance
Tous droits réservés.

Resource Works Society
Suite 960 - 1050 West Pender St.
Vancouver, BC V6E 3S7
www.resourceworks.com

Rédactrice : Margareta Dovgal (margareta@resourceworks.com)

Auteurs contributeurs : Don Hauka, Pat Hufnagel-Smith, Joseph Quesnel,
Patricia Mohr, Denise Mullen

Toutes les images sont la propriété de leurs détenteurs respectifs et utilisées avec autorisation.



Table des matières

<u>SOMMAIRE EXÉCUTIF</u>	4
<u>RECOMMANDATIONS</u>	7
<u>CONSEILLERS DU GROUPE DE TRAVAIL</u>	16
<u>COALITION</u>	18



**POUR LIRE LE RAPPORT
COMPLET EN LIGNE :**

VRAIERELANCE.CA

Sommaire exécutif

Afin d'aider à stimuler une relance qui produit des avantages significatifs, durables et collectifs, le Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance a réalisé une étude approfondie durant l'été 2020.

Cette étude révèle que le secteur des ressources naturelles du Canada aurait un rôle fondamental à jouer pour développer une économie compétitive et prospère tout en mettant en place les fondements pour accélérer l'innovation et la compétitivité environnementale.



Les entreprises du secteur des ressources naturelles ont l'habitude d'être témoins de changements radicaux et sont prêtes à travailler avec le gouvernement sur une base dynamique afin d'atteindre les objectifs climatiques du Canada et bâtir une économie plus robuste, durable et concurrentielle à l'échelle mondiale

La crise du COVID-19 a perturbé les normes et a remis en question la capacité des Canadiens à faire fonctionner l'économie, du jamais vu depuis des décennies. Alors que nous nous remettons de cette crise, nous devons reconnaître que cet événement cataclysmique nous a aussi permis de faire face à une intersection où les Canadiens disposent d'une chance unique d'examiner notre bilan, nos ressources et nos opportunités afin de repenser notre avenir économique.

Les entreprises des ressources naturelles du Canada peuvent contribuer énormément au défi de taille de reconstruction qui est à venir. Au cours des dernières années, alors que les préoccupations environnementales sont devenues un enjeu mondial urgent, le secteur a su démontrer son ingéniosité, sa résilience et son engagement à se réorganiser à travers une réponse déterminée et multidimensionnelle.

Ces compagnies ont des pratiques environnementales et des normes éthiques exemplaires dans l'exploitation minière, la foresterie et la production chimique et l'industrie du pétrole et du gaz.

À travers les industries des ressources naturelles du Canada, des innovateurs travaillent présentement avec des partenaires gouvernementaux afin de réduire les émissions et minimiser les impacts sur l'eau, la terre, l'air et la faune tout en contribuant au développement de technologies propres et de produits durables.

Au cours du premier trimestre de 2019, les entreprises du secteur des ressources naturelles ont directement injecté 236 milliards de dollars au PIB, un montant qui représente 11,3 pour cent de l'économie canadienne. Avant même la pandémie, le secteur des ressources naturelles était aux prises avec des défis continus en raison des bas prix, du déclin d'investissement en capital et des contraintes d'accès au marché pour plusieurs ressources naturelles clés. Afin de demeurer compétitif et continuer à soutenir la performance économique du Canada, le secteur a fait l'objet d'une révision majeure afin d'adopter des technologies, des produits et des processus de réduction des émissions plus efficaces.

Le secteur demeure au premier plan de la création d'emplois intéressants et bien rémunérés qui soutiennent les familles et les communautés à travers le Canada et offre des opportunités économiques pour les communautés éloignées, nordiques et autochtones qui en ont tant besoin.

Sur la base de ces efforts, le secteur des ressources naturelles est prêt avec l'aide du gouvernement fédéral à rebâtir une économie prospère tout en atteignant nos objectifs en matière de changement climatique. Le leadership collaboratif et ambitieux du gouvernement fédéral en plus de la synchronisation avec les autres paliers de gouvernement et des affaires peut libérer le plein potentiel des industries des ressources naturelles du Canada.



Nos recommandations s'appuient sur des recherches approfondies et la contribution d'une coalition de 36 membres de groupes autochtones, industriels, d'affaires et de travailleurs avec une expertise en exploitation minière, construction, foresterie, main-d'œuvre, pétrochimie, transport, industries pétrolière et gazière et économies des communautés autochtones **représentant au total plus de trois millions d'employés et plus de 250 000 entreprises.**

Sommaire exécutif

La modélisation économique effectuée pour le Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance par Dr. G.K. Fellows illustre que des conditions de réussite propices pour les secteurs des ressources naturelles et manufacturier pourraient améliorer la productivité du capital et réduire les coûts commerciaux.



Ceci permettrait de mener à la création de plus de 2,6 millions nouveaux emplois et une augmentation pouvant aller jusqu'à 17 pour cent du PBI réel, se traduisant par près de 200 milliards de dollars en augmentation potentielle des salaires de travail.

Assurer l'avenir économique du Canada inclut un ensemble de recommandations détaillées et de nature très diverse ayant pour but d'atteindre ces objectifs, parmi eux:

- **Mobiliser la prospérité des ressources** en encourageant l'investissement en capital, en améliorant l'efficacité de la réglementation, en facilitant l'accès aux terres et aux ressources et en maximisant la participation économique autochtone.
- **Créer des emplois intéressants** en assurant la création d'emplois, en bâtissant la résilience au travail, en favorisant l'embauche autochtone et en améliorant la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée.
- **Accélérer l'innovation et la compétitivité environnementale** en intégrant l'action pour le climat et le développement des ressources naturelles, en promouvant l'innovation, en mettant à jour les programmes de soutien provinciaux et les incitatifs fiscaux, en améliorant les technologies de réduction d'émissions et l'innovation des plastiques, en soutenant la foresterie, la bioéconomie et l'exploitation minière durables et en développant les industries de l'hydrogène et des petits réacteurs modulaires nucléaires.

En mettant en pratique nos recommandations dans le cadre de l'élaboration de sa politique de relance économique, le gouvernement fédéral peut garantir que les ressources ayant servi à bâtir notre nation puissent aider à atteindre les objectifs environnementaux à long terme en plus de garantir notre avenir économique.

Les compagnies du secteur des ressources naturelles se sont mobilisées lors de la situation d'urgence du COVID-19 en fournissant les matières premières nécessaires et les produits pour la réponse globale de la santé publique et en s'adaptant rapidement afin d'aider la main-d'œuvre éloignée à demeurer en sécurité et en santé – tout en permettant aux Canadiens de continuer à travailler.

Recommandations

MOBILISER LA PROSPÉRITÉ DES RESSOURCES

Le Canada a une économie basée sur les ressources naturelles, extrêmement éthique, respectueuse de l'environnement et très réglementée, qui est reconnue mondialement pour la production de produits de base de pointe à faibles émissions de carbone. Toutefois, cet avantage nécessite des conditions favorables.

Dans l'économie mondiale post-COVID-19, le Canada doit se mobiliser et renforcer son avantage concurrentiel pour être compétitif sur les marchés internationaux et favoriser les investissements internationaux.



1. Afin de **mettre à profit le secteur des ressources naturelles** :

- Appuyer publiquement la marque canadienne des ressources naturelles.
- Travailler en partenariat avec les industries afin d'améliorer les politiques, les processus et les règlements.
- Mettre sur pied une table intégrée pour l'investissement et les projets majeurs pour garantir des solutions pratiques à long terme aux impacts économiques causés par le COVID-19.

2. Afin de **d'améliorer la confiance du public et des investisseurs envers la réglementation et la prise de décisions** :

- Prendre des décisions relatives à l'évaluation des impacts axées sur les données, la science et les résultats.
- Développer des règlements et des politiques plus flexibles.
- Travailler en coordination avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en ce qui a trait aux priorités législatives et réglementaires.

3. Afin d'**encourager l'investissement en capital** ayant pour but de stimuler la reprise économique du COVID-19 :

- Cibler la mise en œuvre de mesures faciles et efficaces qui utilisent la prospérité des ressources.
- Réaliser une révision complète de l'environnement de taxation des entreprises du Canada.
- Prolonger la déduction pour amortissement accéléré pour les projets majeurs à 2030 et envisager de la rendre permanente.
- Mettre fin à la taxation fédérale sur les fonds de stimulation économique provinciaux et municipaux.

Recommandations

MOBILISER LA PROSPÉRITÉ DES RESSOURCES

4. Afin d'**améliorer les infrastructures critiques** :

- Améliorer le rang du Canada sur l'indice de performance logistique de la Banque mondiale d'ici 2025 en partenariat avec le secteur privé et les autres paliers de gouvernement.
- Construire des infrastructures routières, ferroviaires, de ports en eaux profondes et informatiques, particulièrement dans des régions où des lacunes en matière d'infrastructure freinent le développement socioéconomique.
- Établir un réseau national d'énergie à faibles émissions de carbone et promouvoir les interconnexions électriques entre les provinces.
- Investir des fonds dédiés dans l'infrastructure nordique afin de réduire les coûts de développement des ressources, produire une activité économique importante et appuyer la souveraineté canadienne dans les régions arctiques.
- Mettre davantage l'accent sur le développement des ressources naturelles au sein de la Banque de l'infrastructure du Canada.

5. Afin de **garantir l'accès aux terres riches en ressources pour le développement** :

- Baser les décisions d'utilisation des terres sur une évaluation scientifique afin de comprendre la valeur du potentiel des ressources d'une région.
- Se coordonner avec les gouvernements provinciaux et territoriaux sur les engagements en matière de conservation.



Recommandations

MOBILISER LA PROSPÉRITÉ DES RESSOURCES



6. Afin de **maximiser la participation économique autochtone**, le gouvernement fédéral doit s'engager à :

- Intégrer une réconciliation significative dans la stratégie de relance économique du Canada.
- Consulter et travailler en partenariat avec les communautés autochtones pour réviser et modifier la *Loi sur les Indiens*, améliorer les processus de consultation et d'accommodement actuels et régler les revendications territoriales en cours afin de créer un environnement sûr pour l'investissement.
- Envisager de permettre aux communautés autochtones d'avoir recours à la garantie souveraine fédérale pour s'assurer que les entrepreneurs et entreprises autochtones puissent avoir accès aux outils financiers nécessaires afin de réussir.
- Privilégier l'acquisition d'au moins cinq pour cent des biens et services auprès d'entreprises autochtones.
- Réviser les encouragements fiscaux tel que le crédit d'impôt pour l'exploration minière en mettant l'accent l'aide au développement du nord du Canada et avantager les communautés autochtones du Nord.

Recommandations

CRÉER DES EMPLOIS INTÉRESSANTS

Pour créer de vrais emplois, il faut se tourner vers des domaines offrant de réelles possibilités, ici même, chez nous. Heureusement, nous savons déjà dans quels secteurs nous disposons d'avantages stratégiques importants et il est logique de commencer les efforts de relance en encourageant les efforts dans les marchés nous étant naturellement favorables.

Un secteur des ressources naturelles sain et compétitif permettra de créer de nouveaux emplois et de nouvelles compétences, d'élargir l'écosystème des prestataires de services et de stimuler des secteurs émergents.

7. Afin de **garantir la création d'emplois** :

- Établir un environnement réglementaire et politique qui encourage l'investissement afin de permettre aux Canadiens de retourner au travail.

8. Afin de **bâtir la résilience au travail** :

- Faire face à la perturbation de la force de travail du secteur et les pénuries de main-d'œuvre.
- Travailler avec les provinces, les territoires et les industries pour moderniser les écosystèmes de l'éducation et de la formation afin de mieux soutenir l'apprentissage continu.
- Mettre l'accent sur la formation flexible et accessible et le développement continu des compétences.
- Accélérer la littératie et les compétences numériques.



Recommandations

CRÉER DES EMPLOIS INTÉRESSANTS



9. Afin d'**avancer l'embauche autochtone** :

- S'engager à travailler avec les communautés autochtones pour développer une structure afin d'orienter le développement de la main-d'œuvre autochtone des ressources naturelles.
- Augmenter la rétention des emplois ainsi que la préparation pour le développement des compétences en s'occupant des obstacles sociaux et systémiques auxquels font face les peuples et communautés autochtones.

10. Afin d'**attirer et retenir des gens de talent** :

- Aider l'industrie pour promouvoir le secteur des ressources naturelles comme parcours de carrière intéressante.

11. Afin d'**améliorer la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée** :

- S'engager à travailler avec les provinces et industries pour gérer les obstacles à la mobilité des gens de métiers et apprentis dans l'industrie des ressources naturelles et industries connexes.

Recommandations

ACCÉLÉRER L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

Les industries des ressources naturelles du Canada sont productives, innovantes et particulièrement bien positionnées pour soutenir une relance d'économie inclusive, transformatrice et faibles émissions.

Nous avons l'obligation envers les Canadiens et les Canadiennes d'utiliser ces avantages et ces atouts d'adresser les défis et les opportunités que le changement climatique et la voie de la relance et de renouvellement suite au COVID-19 apportent.

12. Afin d'**aligner l'action pour le climat avec le développement des ressources naturelles** :

- Développer une stratégie intégrée en matière du climat et des ressources naturelles qui concilient les objectifs climatiques et l'exportation de ressources à faibles émissions.
- Rationaliser le coût cumulatif de la Norme sur les combustibles propres avec les systèmes de tarification de GES fédéral et provinciaux.
- Collaborer avec les provinces pour :
 - a. Mettre en œuvre un système robuste de crédits compensatoires pour les GES, incluant les processus nécessaires et mécanismes de marché afin de stimuler l'innovation.
 - b. Garantir l'égalité des chances en ce qui a trait aux taxes sur le carbone ou utiliser un mécanisme de plafonds et d'échange de crédits sur la tarification des échanges de quotas d'émission afin de garantir qu'ils ne deviennent pas des obstacles au commerce international.
 - c. Accélérer l'investissement dans les innovations à faibles émissions pour les infrastructures et secteurs les mieux positionnés pour relancer l'économie le plus rapidement possible à la suite du COVID-19.



Recommandations

ACCÉLÉRER L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ ENVIRONNEMENTALE



13. Afin de **stimuler l'innovation axée sur les enjeux** :

- Réviser les programmes de financement de R&D et privilégier l'appui pour l'innovation et l'investissement dans le secteur des ressources naturelles de façon à l'aligner avec l'objectif d'un avenir à faibles émissions.
- Garantir la distribution optimale du financement direct et indirect à l'amplification et la commercialisation de technologies critiques.
- Actualiser le Programme de la recherche scientifique et développement expérimental (RS&DE) en :
 - a. Augmentant le crédit d'impôt à l'investissement pour la RS&DE à 20 %.
 - b. Éliminer ou augmenter considérablement le seuil de 50 millions de dollars pour le montant de capital imposable dans l'intervalle d'élimination progressive.
 - c. Rétablir l'admissibilité pour les dépenses en capital (qui a pris fin au début de 2013).
 - d. Éliminer le désaveu de 20 % sur les paiements de consultation avec lien de dépendance.

Recommandations

ACCÉLÉRER L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ ENVIRONNEMENTALE



14. Afin de faire **avancer les technologies de réduction d'émissions** :

- Adopter un crédit d'impôt avec un taux concurrentiel à l'échelle mondiale afin de déployer avec succès les technologies de captation, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC) et de captation directe de l'air (DAC).

15. Afin de **se servir de l'exploitation minière comme facilitateur de faibles émissions** :

- Poursuivre la réalisation du *plan canadien pour les minéraux et les métaux* et collaborer au plan d'action conjoint du Canada et des ÉU pour la collaboration dans le domaine des minéraux critiques.

16. Afin de **soutenir la foresterie durable et les produits forestiers** :

- Travailler avec les provinces, territoires, communautés autochtones et l'industrie pour accélérer la mise en œuvre du *cadre de la bioéconomie forestière* du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF).
- Promouvoir les activités d'innovation et les partenariats avec le secteur forestier.

Recommandations

ACCÉLÉRER L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

17. Afin de **développer une industrie de l'hydrogène canadienne** :

- Poursuivre le travail avec les provinces et municipalités afin de tracer la voie à suivre pour le déploiement à grande échelle de l'hydrogène.
- Améliorer les délais réglementaires contraignant le développement de l'hydrogène en travaillant avec la Régie de l'énergie canadienne et le secteur privé afin de privilégier et rendre plus efficace les révisions de sections critiques des expansions dans les systèmes de transmission de gaz naturel.

18. Afin de **réaliser le potentiel des petits réacteurs modulaires (PRMs)** :

- Travailler avec les provinces, les territoires, les services publics, les communautés autochtones et l'industrie pour appliquer les recommandations et conclusions tirées du futur plan d'action pour les PRMs le plus rapidement possible.
- S'engager avec l'industrie dans une campagne d'éducation publique afin d'accroître la confiance et le soutien des Autochtones et du public pour les PRMs.

19. Afin de **bâtir un écosystème de renommée mondiale en matière d'innovation chimique** :

- Établir un Plastics Technology Innovation Fund (PTIF) avec une allocation de financement initiale de 200 millions de dollars, géré par Ressources naturelles Canada (RNCan).



Conseillers du Groupe de travail

Notre travail a bénéficié des conseils d'un comité d'experts de leaders en politique publique, affaires et développement d'affaires autochtones.



Lori Ackerman

Maire de Fort St. John, CB
Resource Municipalities
Coalition



Alan Arcand

Économiste en chef
Manufacturiers et
Exportateurs du Canada



Mike Cleland

Consultant en énergie et
politique
environnementale



Colleen D'Entremont

Présidente
Atlantica Centre for
Energy



Karen Graham

Directrice, KMG Strategy
Experte en
réglementation



Alanna Hnatiw

Présidente, Alberta's
Industrial Heartland
Association



Tenzin Khangsar

Fondateur et associé
principal
Kanata Impact Ventures



Tim McEwan

Vice-président directeur
Independent Contractors
and Businesses Association



Robert R. McLeod

Ancien premier ministre
Territoires du Nord-Ouest



Patricia Mohr

Ancienne vice-présidente,
Scotiabank
Économiste & spécialiste
des matières premières



Karen Ogen-Toews

PDG, First Nations LNG
Alliance
Conseillère, Première
Nation Wet'suwet'en



Adam Pankratz

Chargé de cours
UBC Sauder School of
Business

Conseillers du Groupe de travail

Notre travail a bénéficié des conseils d'un comité d'experts de leaders en politique publique, affaires et développement d'affaires autochtones.



**Joseph
Quesnel**

Chercheur en politiques
et gouvernance
autochtones



**Darrel
Reid**

VP des affaires publiques
Progressive Contractors
Association of Canada



**Kim
Rudd**

Ancienne députée et
secrétaire parlementaire
du ministre des
Ressources naturelles



**Wally
Schumann**

Ancien ministre
Territoires du Nord-Ouest



**Sheri
Somerville**

PDG
Chambre de commerce
de l'Atlantique



**Michel
Trépanier**

Représentant international,
Fraternité internationale
des Chaudronniers
Président, CPQMC(I)



**Mac
Van Wielingen**

Fondateur et associé,
ARC Financial
Ancien président, AIMCo



**Sean
Willy**

PDG
Des Nedhe Corporation

Coalition

Les organisations suivantes soutiennent le Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance :



- Aboriginal Skilled Workers Association
- Alberta Chamber of Resources
- Alberta Forest Products Association
- Alberta's Industrial Heartland Association
- Association canadienne de pipelines d'énergie | Canadian Energy Pipelines Association
- Association canadienne de l'industrie de la chimie | Chemistry Industry Association of Canada
- Association canadienne des carburants | Canadian Fuels Association
- Association canadienne des producteurs pétroliers | Canadian Association of Petroleum Producers
- Association des produits forestiers du Canada | Forest Products Association of Canada
- Association for Mineral Exploration of BC
- Atlantica Centre for Energy
- BC Chamber of Commerce
- BC Construction Association
- Business Council of Alberta
- Canada West Construction Union
- Canada Works Council
- Canada's Ironworkers
- Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors

Coalition

Les organisations suivantes soutiennent le Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance :



- Chambre de Commerce de l'Atlantique | Atlantic Chamber of Commerce
- Chambre de Commerce du Canada | Canadian Chamber of Commerce
- Christian Labour Association of Canada (CLAC)
- Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) | Québec Provincial Building Trades Council (International)
- Des Nedhe Development
- First Nations LNG Alliance
- Fraternité internationale des Chaudronniers | International Brotherhood of Boilermakers
- Independent Contractors and Businesses Association of BC
- Indigenous Resource Network
- Manufacturiers et Exportateurs du Canada | Canadian Manufacturers & Exporters
- NWT & Nunavut Chamber of Mines
- Petroleum Services Association of Canada (PSAC)
- Prince George Chamber of Commerce
- Progressive Contractors Association of Canada
- Resource Municipalities Coalition
- Resource Works Society
- Saskatchewan Mining Association
- Surrey Board of Trade
- Truck Loggers Association



**POUR LIRE LE RAPPORT
COMPLET EN LIGNE :**
VRAIERELANCE.CA



GROUPE DE TRAVAIL



**vrais emplois,
vraie relance**